

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative - Bat A  
24016 Périgueux

Périgueux, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV SUD OUEST**

31 rue Thomas Edison  
33610 Canéjan

Références : CM/UbD24-47/036/2026  
Code AIOT : 0005208719

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté 6 RUE ALFRED NOBEL Zone Industrielle du Landry 24750 Boulazac Isle Manoire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV SUD OUEST
- 6 RUE ALFRED NOBEL Zone Industrielle du Landry 24750 Boulazac Isle Manoire
- Code AIOT : 0005208719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV SUD OUEST exploite sur la commune de Boulazac Isle Manoire un centre de tri de déchets relevant des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2716, 2718, 2791.

L'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2009, modifié par arrêté du 5 mai 2021.

L'arrêté préfectoral du 27 février 2013 a mis à jour la liste des rubriques 27xx de l'établissement.

L'inspection a porté sur les modalités de stockage, les moyens de défense incendie et les modifications objet d'un porter à connaissance de 2022.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 9

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Demande d'action corrective	1 mois
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Ronde	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III	Demande d'action corrective	1 mois
7	Entreposage des déchets combustibles ou inflammables en intérieur	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV	Demande d'action corrective	2 mois
8	Entreposage des déchets combustibles ou inflammables en extérieur	Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 6-IV	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I	Sans objet
2	Maitrise des incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II	Sans objet
4	Petits ilots	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-III	Sans objet
9	Entreposage des batteries	Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article 6-VI	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place les nouvelles dispositions en matière de sécurité incendie sur son site.

Toutefois, des améliorations sur les stockages de déchets non dangereux en transit dans le bâtiment principal ou dans le auvent doivent être mises en place afin de respecter les dispositions réglementaires relatives aux ilots.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li></ul>

-les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan de défense incendie (PDI) du site.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte
- l'organisation de la 1ère intervention
- l'organisation de l'évacuation
- les modalités d'accueil des secours
- des plans
- l'accès aux fiches de données de sécurité
- la formation du personnel.

Ce PDI répond aux dispositions réglementaires.

En plus du PDI, l'exploitant a mis en place un dossier de première intervention à destination du SDIS qui reprend les éléments d'intervention. L'exploitant a précisé ne pas l'avoir envoyé au SDIS mais l'avoir mis dans une boîte aux lettres rouge conformément à la demande du SDIS.

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de la boîte aux lettres rouge.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Maîtrise des incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation, exercice

**Prescription contrôlée :**

[...]

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, [...], reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...]

**Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué réaliser un exercice une fois par an.

Le dernier exercice a eu lieu le 02 juillet 2025 et le thème de l'exercice était : départ de feu dans le DIB.

L'exploitant a présenté à l'inspection le compte rendu de l'exercice.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué former son personnel :

- Équipiers de 1ère intervention,
- Maniement des extincteurs et des RIA.

Aussi, des quart d'heure prévention sont réalisés.

Le jour de l'inspection, l'inspection a interrogé Mr BRIAND. Il lui a été demandé les actions à faire en cas d'incendie.

L'inspection a constaté que l'opérateur connaissait les consignes en cas d'incendie. De même, il a été demandé de mettre en œuvre un RIA (sans eau car le réseau est sous air). Le test a été concluant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entreposage des déchets

**Prescription contrôlée :**

[...]

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.

L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.

Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

**Constats :**

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection l'état des stocks journaliers des déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant a indiqué utiliser un logiciel adapté à SUEZ pour réaliser cet état des stocks.</p> <p>L'inspection a constaté qu'aucun état des stocks n'est réalisé pour les déchets dangereux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place un état des stocks quotidien pour les déchets dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Petits îlots

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Petits îlots</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Petits îlots.</p> <p>A. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>B. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p> <p>C. Les prescriptions du B peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.</p> <p>A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ;</li> <li>- une étude démontrant l'absence d'effets domino.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas stocker en petit îlots.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Détection et surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué disposer en intérieur de 5 caméras thermographiques et en extérieur de 2 caméras thermiques.

Toutes les caméras sont reliées à une société de télésurveillance.

L'exploitant a précisé que la société de télésurveillance disposait d'une consigne sur les actions à réaliser en cas d'incendie (consigne CTS010/13).

Cette consigne précise ce qui doit être fait en fonction des différents cas de figure possible. La société de télésurveillance peut visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

L'exploitant a indiqué qu'une alarme sonore retentit en cas d'incendie.

L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de contrôle du système de détection par SES le 29 janvier 2025. Le compte rendu précise que tous les tests sont OK (batterie, AP, transmission, essai feu, TLS), mais que des travaux sont à effectuer (VM CM CG IP THERMIQUES IP INT - CONFIRME AVEC MR HOREN).

L'exploitant a indiqué que la prochaine intervention est prévue le 26 mars 2026.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant précise les termes suivants issus du rapport SES : VM CM CG IP THERMIQUES IP INT - CONFIRME AVEC MR HOREN

Dans le cas où des travaux de mise en conformité sont à faire, l'exploitant justifie que ceux-ci ont été réalisés.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Ronde

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rondes et consigne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>-le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>-la formation du personnel concerné ;</li> <li>-le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</li> <li>-les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place une ronde depuis le 09 février 2026. Cette ronde est réalisée avec une caméra thermique par une entreprise extérieure.</p> <p>L'exploitant a présenté le bon de commande signé avec la société ASI pour passer 2 heures après le dernier vidage de la benne (soit entre 18h30 et 19h30 en semaine et de 14h00 à 15h00 le samedi).</p> <p>L'inspection constate qu'aucune ronde n'est organisée à la fermeture du site mais uniquement 2 heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.</p> <p>Aucune consigne n'est rédigée reprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;</li> <li>-le parcours des rondes et les points d'observation ;</li> <li>-la formation du personnel concerné ;</li> </ul>

<p>-le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</p> <p>-les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier mail envoyé par la société ASI relatant son CR. L'inspection a constaté la présence d'une boîte aux lettres avec le plan des zones à contrôler et une caméra thermique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place une ronde à la fermeture du site.</p> <p>L'exploitant rédige une consigne pour les rondes.</p> <p>L'exploitant met en place un cheminement pour la société de gardiennage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables en intérieur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractéristiques des îlots</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. [...] La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres. Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot. [...] Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p> <p>Article 3 de l'AM du 06/06/2018 - Définitions : Ilot : zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m2.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>- Bâtiment principal de stockage des déchets et de tri :</u></b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la surface du bâtiment est de 5000 m<sup>2</sup>.</p> <p>L'inspection a constaté que tous les ilots ont une surface au sol inférieure à 500 m<sup>2</sup>, conformément à la définition d'ilot indiqué à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Toutefois, aucun marquage au sol n'est présent afin de délimiter ces ilots.</p> <p>L'inspection a constaté qu'entre le bois et le rembourré, l'exploitant a mis en place des blocs bétons (équivalent à un mur coupe-feu REI 120). Le jour de l'inspection, il n'a pas été contrôlé les caractéristiques coupe-feu de ces blocs bétons. Toutefois, l'inspection a constaté que ces blocs de béton ne dépasse pas d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage des déchets.</p> <p><b><u>- Auvent ouvert considéré comme un bâtiment fermé :</u></b></p> <p>L'inspection a constaté que l'auvent de stockage du papier en balles est un bâtiment fermé (bâtiment muni d'une toiture qui n'est pas ouvert sur au moins 70 % de son périmètre). L'inspection n'a pas été en mesure de calculer si les 2 ilots de balles papier font moins de 500 m<sup>2</sup> ou si tout l'auvent fait moins de 500 m<sup>2</sup>. L'inspection a constaté qu'un ilot est stocké à plus de 5 mètres du bâtiment principal tandis que l'autre est collé au mur. L'exploitant a indiqué que le mur est REI 120. Toutefois, l'inspection a constaté la présence de 2 ouvertures dans le mur rendant le mur coupe-feu inopérant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans le bâtiment principal, l'exploitant met en place un marquage au sol permettant de délimiter des ilots.</p> <p>Dans le bâtiment principal et au niveau du stockage du bois et des rembourrés, l'exploitant revoit le stockage des déchets afin de respecter les dispositions relatives aux ilots.</p> <p>Dans l'auvent de stockage du papier en balles, l'exploitant revoit le stockage des déchets afin de respecter les dispositions relatives aux ilots.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>
<p><b>N° 8 : Entreposage des déchets combustibles ou inflammables en extérieur</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 6-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Spécificité îlots extérieurs</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les îlots situés en entreposage extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation.</p> <p>Cette distance peut être supprimée si l'une des deux conditions suivantes est respectée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur ;</li> <li>-ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie complété par des moyens automatiques fixes de refroidissement installés sur les parois externes du bâtiment, par exemple un rideau d'eau.</li> </ul> <p>Le déclenchement automatique n'est pas requis pour un îlot lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans cet îlot est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à 1 m<sup>3</sup> de déchets inflammables.</p> <p>Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que les zones d'entreposage des déchets en extérieure sont toutes situées à plus de 10 mètres des bâtiments de l'installation.</p> <p>Toutefois, l'inspection a constaté la présence d'une balle plastique en dehors de sa zone de stockage et donc à moins de 10 mètres.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant déplace la balle plastique et réalise un marquage au sol afin d'indiquer la distance de 10 mètres à respecter avec le bâtiment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 9 : Entreposage des batteries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article 6-VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des batteries</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant a indiqué stocker des batteries au plomb sur son site.

Aucune batterie au lithium n'est présent sur le site selon l'exploitant.

L'inspection a constaté que les batteries sont stockés dans des caisses palettes en plastique étanche et à l'abri des intempéries.

L'exploitant a indiqué stocker actuellement 19,5 tonnes sur le site.

L'exploitant a transmis le BSD de la dernière évacuation des batteries du 10/12/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite